LE MATÉRIEL COLONIAL, Douala

S.A., 1946.

Étude de M^e Gaëtan LEGOUY, notaire à Dakar (Sénégal),
35, rue Thiers

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Deuxième insertion
(*Paris-Dakar*, 1^{er} mars 1947)

Suivant acte reçu par M^e Jean CAMUS, notaire par intérim à Dakar, substituant M^e Gaëtan LEGOUY, notaire titulaire audit lieu, en congé, le 14 janvier 1947, enregistré audit lieu, le 18 janvier 1947, folio 39, case 439, par le receveur qui a signé et a perçu les droits, monsieur Henri TOURNAIRE, commerçant, demeurant à Dakar, avenue Maginot, n^o 21, a cédé et vendu à la société anonyme dénommée « LE MATÉRIEL COLONIAL », au capital de 600.000 francs, ayant son siège social à Douala (Cameroun) ce qui est accepté pour elle et en son nom par monsieur Pierre POULIN, administrateur de société, demeurant à Douala, alors de passage à Dakar ; les éléments faisant partie d'un fonds de commerce d'atelier de réparations et de vente d'appareils radio-électriques et pièces détachées qu'il possède et exploite à Dakar, avenue Maginot, numéro 21, dans un immeuble appartenant à MM. Noujaïm et Jabre, propriétaires et commerçants, demeurant respectivement à Dakar et Kaolack, et immatriculé en son nom au Registre de Commerce de Dakar, sous le numéro 2807 A, avec tous les éléments corporels et incorporels qui en dépendent, c'est à dire l'enseigne et le nom commercial sous lesquels il est exploité, la clientèle et l'achalandage qui y sont attachés, la patente et l'autorisation d'exploiter à lui accordées.

L'entrée en jouissance et la prise de possession de la société acquéreuse ont été fixées au 14 janvier 1947, et à partir de cette date ladite société « Le Matériel Colonial » a le droit de prendre le titre de « successeur de M. Tournaire » et aussi si elle le juge à propos celui de choisir tout autre enseigne commercial qu'il lui plaira.

La présente insertion est faite en renouvellement de celle parue dans le journal « Paris-Dakar », feuille du 15 février 1947 et elle paraîtra également dans le « Journal officiel de l'A-O.F. », feuille de ce jour 1^{er} mars 1947.

Avis est donné qu'en exécution de l'article 3 du décret du 10 mars 1936

« LE MATÉRIEL COLONIAL »
Société anonyme au capital de 600.000 francs C.F.A.
Siège social à DOUALA (Cameroun), avenue Poincaré

FORMATION
(*Paris-Dakar*, 25 juin 1947)

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 27 juin 1946, dont l'un des exemplaires a été déposé au rang des minutes de maître Pierre COURT, notaire par intérim à Douala, suivant acte reçu par lui le 22 juillet 1946, il a été établi les statuts d'une société anonyme, desquels il est extrait ce qui suit :

Article premier. — Il existera, entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une Société anonyme qui sera régie par le Code de Commerce, par les lois en vigueur sur les Société anonymes et par les présents statuts.

Art. 2. — Cette Société a pour dénomination : « LE MATÉRIEL COLONIAL ».

Art. 3. — La Société a pour objet en tous pays :

L'achat, la vente, l'importation, l'exportation, le négoce, le commerce de représentation, commission et consignation de tous produits, denrées, marchandises, matériels et objets de toute nature et de toutes provenances.

L'acquisition, l'installation, l'aménagement, l'ameublement, la prise à bail et la location, avec ou sans promesse de vente et l'exploitation directe ou indirecte de tous immeubles, fonds de commerce, comptoirs, établissements industriels et commerciaux.

Et, généralement toutes opérations commerciales, industrielles, agricoles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus définis ou à tous objets similaires ou connexes.;

La Société pourra faire toutes ces opérations pour son compte ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en association, soit en participation ou autrement, soit directement, soit au courtage et à la commission, et, d'une façon générale, les réaliser et exécuter sous quelque forme que ce soit.

En outre, la Société pourra prendre des intérêts ou participations dans toutes-sociétés ou entreprises similaires ou non, mais de nature à favoriser les opérations sociales, par la création de sociétés spéciales au moyen d'apports, par la souscription ou l'achat des actions ou autres titres, par l'achat de droits sociaux et par toutes autres conventions et généralement sous toutes formes quelconques.

Art 4. — La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de sa constitution définitive.

Art 5. — Le siège social est fixé à Douala (Cameroun), avenue Poincaré.

4 2° Nommé monsieur Marcel Girard demeurant à Asnières (Seine), 14, rue Pasteur, comme commissaire à l'effet de vérifier et apprécier les avantages particuliers pouvant résulter des dispositions des statuts, notamment des parts de fondateur créées et de faire un rapport à ce sujet à la deuxième assemblée générale constitutive.

IV

Monsieur GIRARD, commissaire sus-nommé, a établi à la date du 21 octobre 1946, son rapport relatif aux avantages particuliers dont il s'agit.

L'original de ce rapport, qui conclut à l'approbation pure et simple des dispositions prises en faveur de monsieur BEAUJOLIN aux termes desdits statuts, a été déposé au rang des minutes de maître Pierre COURT, notaire sus-nommé, suivant l'acte du 13 décembre 1946 ci-dessus énoncé.

Par délibération en date du 7 novembre 1946, dont une copie du procès verbal a été déposée au rang des minutes dudit maître Pierre COURT, notaire, suivant l'acte du 13 décembre 1946, la deuxième assemblée générale constitutive de la Société « Le MATÉRIEL COLONIAL » a :

Sous sa première résolution, adopté les conclusions du rapport ci-dessus relaté de Monsieur GIRARD, commissaire vérificateur, sus-nommé, et comme conséquence, approuvé l'attribution faite à monsieur BEAUJOLIN des 1.000 parts de fondateur créées sous l'article 36 des statuts, ensemble les avantages qu'ils comportent et généralement tous avantages particuliers pouvant résulter des statuts.

Art 7. — Le capital social est fixé à la somme de SIX CENT MILLE FRANCS. Il est divisé en 1.000 actions de 600 francs chacune, toutes à souscrire et à libérer en numéraire.

Art. 14. — La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et de douze membres au plus pris parmi les actionnaires, individus ou sociétés, nommés par l'Assemblée générale et remplissant les conditions prescrites par les lois en vigueur.

Art. 20. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et accomplir ou autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée générale.

II

Suivant acte reçu par maître Pierre COURT, notaire par intérim à Douala, le 22 juillet 1946, le fondateur de la Société « LE MATÉRIEL COLONIAL » a déclaré que les 1.000 actions de numéraire de 600 francs, composant le capital de cette société, ont toutes été souscrites par sept personnes, sans publicité préalable d'aucune sorte et qu'il a été versé, en espèces, par chaque souscripteur, une somme de 600 francs par actions représentant son montant nominal, soit au total une somme de 600.000 francs C.F.A. À cet acte est demeurée annexée la liste des souscripteurs,

III

Par délibération en date du 15 octobre 1946, dont une copie du procès verbal a été déposée au rang des minutes de maître Pierre COURT, Notaire par intérim à Douala, suivant acte reçu par lui le 13 décembre 1946, la première Assemblée générale constitutive de ladite Société :

1° Reconnu la sincérité de la déclaration notariée de souscription et de versement du 22 juillet 1946 ci-dessus énoncée.

Sous une deuxième résolution, nommé comme premiers administrateurs de cette Société :

1° Monsieur Julien Louis BEAUJOLIN, administrateur de sociétés, demeurant à Paris, 78, avenue Mozart ;

2° Monsieur François Julien GIROD, administrateur de sociétés, demeurant à Paris, 3, rue de La-Rochefoucauld ;

3° Monsieur Pierre GUYOT, administrateur de sociétés, demeurant à Paris, 4, avenue du Docteur-Brouardel ;

4° Monsieur Robert LANDIECH, industriel, demeurant à Paris, 36, avenue Georges-Mandel ;

5° Monsieur Roger MANIN, administrateur de société, demeurant à Paris, 9, rue Adolphe-Yvon ;

6° Monsieur Pierre POULIN, administrateur de société, demeurant à Paris, 95, boulevard Exelmans.

Lesquels ont accepté leurs fonctions.

Sous une troisième résolution, nommé Monsieur Bernard BUROLLAUD, demeurant à Paris, 62, rue du Louvre, commissaire aux comptes titulaire.

Et Monsieur Raymond VAUDEY, demeurant à Paris, 18, rue Desnouettes, commissaire aux comptes suppléant.

Avec le mandat d'exercer pour la durée du premier exercice social toutes les attributions que la loi réserve à cette fonction.

Ces mandats ont été acceptés dans ladite Assemblée,

Sous une quatrième résolution, approuvé les statuts de la Société « LE MATÉRIEL COLONIAL » tels qu'ils sont établis dans l'acte du 27 juin 1946 ci-dessus énoncé et constaté que la Société était définitivement constituée par suite de l'accomplissement des formalités prises par la loi à cet effet.

Le dépôt, prescrit par la loi, des actes et procès-verbaux ci-dessus énoncés a été effectué au greffe du tribunal de première instance de Douala le 19 décembre 1946.

VI

Aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite Société, tenue au siège à Douala le 20 janvier 1947, il a été décidé de créer une agence à Dakar, 21, avenue Maginot, à compter du 1^{er} février 1947, et donner tous pouvoirs au porteur de copies ou extraits du procès-verbal de cette délibération pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi,

« Toutes les pièces de constitution de la Société et création d'agence ont été déposées au greffe du Tribunal civil de première instance de Dakar, faisant fonction de tribunal de commerce, à la date du 25 juin 1947. »

Pour extrait et mention
Le conseil d'administration.

LE MATÉRIEL COLONIAL Agence de Brazzaville (A. E. f.) (JOAEF, 15 novembre 1947)

..... III

Par décision en date du 23 mai 1947, l'assemblée générale extraordinaire a décidé :
Augmenter le capital social de 600.000 francs C.F.A. par la création et l'émission au pair de mille actions nouvelles de 600 francs C. F. A. à libérer entièrement lors de la souscription qui a été réservée par préférence aux propriétaires des actions anciennes ;

2° Autoriser le Conseil d'Administration, après la réalisation de la dite augmentation de capital, à porter le capital social à la somme de 6.000.000 de francs C.F.A.

L'assemblée, après vérification, reconnaît la sincérité du versement, en espèces, par chaque souscripteur d'une somme de 600 francs C.F.A. par action, soit au total d'une somme de 600.000 francs C.F.A. qui a été déposée à l'agence de Douala de la Banque commerciale africaine et constate que le capital social est porté à 1.200.000 francs C.F.A.

Enregistré à Paris, troisième notaires, le 26 juin 1947.
Volume B, folio 87, case 12.

IV

Par décision du 27 février 1947, le conseil d'administration décide de s'adjoindre comme nouvel administrateur M. Maurice Andlauer.

V

Par décision du 8 avril 1947, le conseil d'administration décide de s'adjoindre comme nouvel administrateur la société en commandite par actions Lehideux et Cie, au capital de 30.000.000 de francs, dont le siège est à Paris, 3, rue Drouot, qui sera représentée au sein du conseil du Matériel Colonial par M. Robert Lehideux.

Copies des actes ci-dessus ont été déposées au greffe du tribunal de Brazzaville, le 4 novembre 1947.

Pour extrait et mention :
Le conseil d'administration.

OÙ L'ON RETROUVE UN PIONNIER...
DE PARIS À DAKAR, SUR UN « NORÉCRIN », AVEC ROBERT LANDIECH
(*Les Ailes*, 5 février 1949)

En 1924, ce pilote volait déjà au Congo, à bord d'un Caudron-Clerget, sur lequel il réalisa des randonnées remarquables pour l'époque. Vingt-cinq ans plus tard, il entreprend un voyage de 25.000 km. sur l'Afrique

.....
Le « Norécrin » de Robert Landiech appartient au « Matériel Colonial », société pour l'exploitation forestière [faux] en A.O.F. et en A.E.F., et dont le siège est à Douala, au Cameroun. L'appareil porte le numéro de série 181, et il est immatriculé « F-BEUT ». Il est admirablement équipé : double commande, P.S.V. ¹, démarreur électrique alimenté par une batterie que recharge une génératrice entraînée par le moteur, réservoir supplémentaire de 75 litres.

Le dessus des ailes est peint en damiers rouges et blancs afin de faciliter le repérage de l'appareil en cas d'atterrissage forcé dans la brousse ou la forêt.

PLAN MARSHALL (Paris-Dakar, 28 janvier-2 février 1950)

Les tracteurs « Continental » à chenille viennent, par suite des restrictions apportées au Plan Marshall sur les importations, d'être vivement recommandés aux utilisateurs par le Ministère de la France d'Outre-mer, pour toutes les gammes de 25 à 70 C.V. Le modèle 70/E, spécialement étudié pour être équipé en matériel américain (Bulldozer — Angledozer), commande hydraulique de levage, est déjà utilisé par les travaux publics en A.O.F.

Ce matériel, actuellement visible à Dakar, est distribué par le Matériel Colonial.

AUTORISATIONS PERSONNELLES D'IMPORTER, DÉTENIR, VENDRE OU ACHETER DES EXPLOSIFS (JOAEF, 1^{er} octobre 1950)

— Par arrêté, en date du 2 septembre 1950, l'autorisation personnelle d'importer, détenir, vendre ou acheter des substances explosives ou détonantes est accordée au « Matériel Colonial » sous le numéro 44/Expl.

Sous le bénéfice de cette autorisation, le « Matériel colonial » pourra exploiter un dépôt permanent de première catégorie pour explosifs et un dépôt permanent de première catégorie pour détonateurs.

AEC 1951-608 — Le Matériel Colonial
Siège social : Avenue du Général-de-Gaulle, B. P. 113 DOUALA.
Bureaux : PARIS (8^e), 16, place de la Madeleine. NEW-YORK : 60, East, 42nd Street, New-York 17. — LONDRES : 4, Grafton Street, W. I.
Capital. — Société anon., 7 novembre 1946, 32.500.000 fr. C. F. A. en 26.000 act. de 1.250 fr.
Objet. — Import sur la Côte occidentale d'Afrique de matériel d'équipement.
Agences. — Dakar (B. P. 707), Conakry (B. P. 324), Abidjan, Douala, Brazzaville (B. P. 133). — Sous-agences à Bangui, Fort-Lamy.

¹ Pilotage sans visibilité.

Conseil. — MM. Julien-Louis Beaujolin, présid. ; François Girod, Robert Landiech [Sté des forêts tropicales], Pierre Poulin [Sté des forêts tropicales], Robert Lehideux [Sté des forêts tropicales], Maurice Andlauer [créateur], Jean-Marc Vernes.

Publicité
(France-Afrique, Abidjan, 17 avril 1952)

New-York Paris Londres Hambourg
Dakar Conakry **MATÉRIEL COLONIAL** Brazzaville
Fort-Lamy
Siège Social : DOUALA
Agence d'Abidjan - B.P. 828 - Tél. 189 - Rue Gourgas

**TRANSPORTEURS...
EXPLOITANTS FORESTIERS
ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS...**

Il existe un type de camion SOMUA adapté à vos besoins.
Nous étudierons vos problèmes
Nous entretiendrons vos camions
Le MATÉRIEL COLONIAL vient de prendre l'Agence SOMUA
C'est une garantie.

TRANSPORTEURS...
EXPLOITANTS FORESTIERS
ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS...
Il existe un type de camion SOMUA adapté à vos besoins.
Nous étudierons vos problèmes.
Nous entretiendrons vos camions.
Le MATÉRIEL COLONIAL vient de prendre l'agence SOMUA.
C'est une garantie.

L'activité industrielle de la S.O.M.U.A.
(France-Afrique, Abidjan, 17 avril 1952)

S.O.M.U.A., importante firme industrielle de la région parisienne, consacre ses activités à des fabrications variées qui lui assurent un rendement économique constant et, partant, stable et sûr.

On connaît déjà fort bien ses véhicules industriels, les chars de combat qu'elle construisit durant les années qui précédèrent la guerre, les tracteurs, chenilles, etc., eurent une part importante dans ses activités passées.

Actuellement, la SOMUA continue à tourner au maximum de ses possibilités. Tours et fraiseuses, machines à imprimer, presses hydrauliques, motoculteurs, petit outillage, engrenages absorbent une part importante de ses moyens industriels.

Parallèlement ses fabrications automobiles tendent à se développer de plus en plus. 300 autobus d'une technique toute nouvelle, dotés de coupleurs hydrauliques et de

boîtes de vitesses présélectives Wilson viennent d'être livrés à la Régie autonome des transports parisiens.

40 véhicules utilitaires de 10 t. et de 15 t. utiles sortent actuellement chaque mois de ses ateliers. Conçus en totalité durant les toutes dernières années, ils bénéficient des procédés les plus modernes de construction.

Sur le plan mécanique, ils sont uniformément dotés du moteur Diesel SOMUA D. 615 H. de 150 CV. Ce moteur, construit sous licence Lanova, a pour caractéristique son faible taux de compression (14). Les organes de travail qui le constituent sont les premiers bénéficiaires de ce fait, ne subissant que des efforts continus et évitant par contre le coup de marteau qui est la caractéristique des moteurs Diesel de types déjà anciens. Son fonctionnement est silencieux et une souplesse d'utilisation exceptionnelle a été obtenue. Le régime de ralenti de ces moteurs se situe entre 350 et 400 tours. Ce chiffre se passe de commentaires.

Par ailleurs, SOMUA commence à sortir de ses ateliers des châssis spécialement étudiés pour répondre aux besoins des entreprises minières et des travaux publics, et pouvant supporter des charges de 10 à 30 tonnes utiles.

AVIS DE DÉCÈS
(*Climats*, 9 juillet 1952)

— Le président, le conseil d'administration et les membres du personnel du Matériel colonial font part du décès de M. Robert Landiech, administrateur-directeur général, survenu accidentellement à Abidjan, le 27 juin 1952. Les obsèques ont été célébrées à Agen, lundi 7 juillet.

L'inhumation a eu lieu à Monsempron-Libos (Lot-et-Garonne).

Rue Gourgas Tél. : 189

MATERIEL COLONIAL

Conduites Intérieures : 170 V - 10 CV Essence
Disponibles, Frs CFA : 550.000

MERCEDES-BENZ

*La Voiture de la femme de goût...
L'homme d'affaires
soucieux d'économie
roule en : MERCEDES*

(*France-Afrique*, 3 novembre 1953)

1953 : FUSION SOCIÉTÉ D'ENTREPRISES AFRICAINES

LE MATÉRIEL COLONIAL
(*JOAEF*, 15 avril 1954)

Liquidateurs : M. Andlauer (Maurice), demeurant à Paris, 20, avenue Kléber, et
M. Poulin (Pierre), demeurant à Douala (Cameroun)